

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 26/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 25/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL GRAVIERE ET SABLIERE HUBELE

Suryscher Oberwoerth
ZERC1
67480 FORT-LOUIS

Références : 0006700048/JB/CE
Code AIOT : 0006700048

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2023 dans l'établissement SARL GRAVIERE ET SABLIERE HUBELE implanté Suryscher Oberwoerth ZERC1 - 67480 FORT-LOUIS. L'inspection a été annoncée le 17/07/2023. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle du 25/07/2023 a principalement porté sur la mise en conformité de l'installation suite à la mise en demeure du 23/08/2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL GRAVIERE ET SABLIERE HUBELE
- Suryscher Oberwoerth ZERC1 - 67480 FORT-LOUIS
- Code AIOT : 0006700048
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière a démarré dans les années 1960 (concession du 12/02/1963). Elle a fait l'objet d'une demande à faire valoir les droits acquis pour son exploitation le 20/09/1972. L'exploitation de la carrière a par la suite été autorisée par arrêté du 14/04/1997, puis par l'arrêté en vigueur du 16/02/2010.

La carrière comporte deux plans d'eau. Seul le plan d'eau situé au sud est encore exploité. Les infrastructures et les installations de traitement des matériaux sont situées au nord-est du plan d'eau nord.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Remise en état	AP de Mise en Demeure du 23/08/2021, article 1	/	Sans objet
2	Accès à la carrière	AP de Mise en Demeure du 23/08/2021, article 1	/	Sans objet
3	Distances de sécurité	AP de Mise en Demeure du 23/08/2021, article 1	/	Sans objet
4	Extraction des matériaux	AP de Mise en Demeure du 23/08/2021, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a déféré à la mise en demeure du 23/08/2021, sous réserve de la finalisation des travaux d'enlèvements et d'évacuation des déchets (constat n°1). Il convient que ces travaux soient réalisés d'ici fin août 2023 et que l'exploitant en informe l'Inspection après réalisation.

Il convient de veiller au respect des conditions d'accès à la carrière dans le temps.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise en état

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/08/2021, article 1
Thème(s) : Respect des prescriptions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 30 de l'arrêté du 16/02/2010 Sans préjudice des dispositions prévues dans l'étude d'impact, la remise en état en zone naturelle est conduite dans le respect des prescriptions suivantes : [...]
Constats : Pour rappel, l'exploitant a été mis en demeure sur ce point considérant qu'il a été constaté lors de l'inspection du 22/07/2021 la présence d'aménagements à caractère récréatif dans le périmètre autorisé (chalets de pêche, pontons...) sur la berge adjacente à la Moder, et que ces aménagements ne sont pas prévus sur le plan de remise en état. Pour se conformer aux dispositions de l'arrêté, l'exploitant disposait de deux solutions : <ul style="list-style-type: none">• soit procéder au démantèlement des aménagements et à l'évacuation de tous les déchets ;• soit effectuer une cessation partielle d'activité dans les secteurs concernés, associée à une modification des conditions de remise en état (sous réserve de la faisabilité par rapport à d'autres contraintes). L'exploitant a opté pour le démantèlement des aménagements et l'évacuation des déchets. Le démantèlement a été engagé par la SCI Domaine de Sury (propriétaire des terrains). L'intervention d'une société extérieure (société BRENNER) est prévue à partir du 14/08/2023 pour finaliser les travaux d'enlèvements et d'évacuation des déchets (intervention d'une quinzaine de jours). Au regard de ces éléments, l'Inspection considère que l'exploitant a déféré à la mise en demeure sur ce point sous réserve de la finalisation des travaux d'enlèvements et d'évacuation des déchets. Il convient que l'exploitant informe l'Inspection de la finalisation des travaux à l'issue de l'intervention de la société BRENNER (des photos des lieux seront à transmettre).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Accès à la carrière

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/08/2021, article 1
Thème(s) : Présence d'aménagements à caractère récréatif dans le périmètre autorisé
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 11 de l'arrêté du 16/02/2010 Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.
Constats : Pour rappel, l'exploitant a été mis en demeure sur ce point considérant qu'il a été constaté lors de l'inspection du 22/07/2021 la présence d'aménagements à caractère récréatif dans le périmètre autorisé (chalets de pêche, pontons, ...), de barques, de chaises et tables de camping... témoignant de la fréquentation régulière et d'activités de pêche dans le périmètre de l'installation classée et que les accès à la carrière ne sont pas interdits (cette zone n'ayant pas fait

l'objet d'une cessation d'activité).

Depuis, un contrat entre la SCI Domaine de Sury (propriétaire des terrains qui délivrait des contrats de pêche et un droit d'occupation et d'aménagement des terrains) et la société HUBELE a été signé le 28/02/2023 pour procéder au retrait du matériel et au démantèlement des installations.

L'exploitant indique en séance que le cadenas du portail donnant accès à la bordure ouest du plan d'eau nord sera changé le 31/07/2023 pour ne plus y accorder l'accès.

L'Inspection considère que l'exploitant a déféré à la mise en demeure sur ce point.

Observation : Il convient de veiller au respect de cette prescription dans le temps.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Distances de sécurité

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/08/2021, article 1

Thème(s) : Matérialisation

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 14.1 de l'arrêté du 16/02/2010

Avant le début de chaque phase d'exploitation, l'exploitant matérialise, sur le site, les distances de sécurité définies à l'article 12.

Constats : Pour rappel, l'exploitant a été mis en demeure sur ce point considérant qu'il a été constaté lors de l'inspection du 22/07/2021 qu'il n'existait pas de repères régulièrement disposés sur les berges afin de matérialiser les distances de sécurité.

Depuis, quatre pôles de calage de la drague ont été disposés autour du plan d'eau exploité pour veiller au respect des distances de sécurité lors des travaux d'extraction.

L'exploitant a déféré à la mise en demeure sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Extraction des matériaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/08/2021, article 1

Thème(s) : Modalités d'extraction

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 15 de l'arrêté du 16/02/2010

L'exploitation se fait, par dragage, à l'intérieur du périmètre maximal d'évolution des engins d'extraction, de façon à ce que les talus prévus pour la remise en état du site soient obtenus directement par excavation et non par remblayage.

Ces talus sont réalisés au fur et à mesure de l'exploitation selon une pente en garantissant la stabilité [...].

L'exploitant définit une méthode de repérage des engins d'extraction permettant de garantir le respect des prescriptions du présent arrêté.

Constats : Pour rappel, l'exploitant a été mis en demeure sur ce point considérant qu'il a été constaté lors de l'inspection du 22/07/2021 des surcreusements et qu'il n'existait pas de procédure formalisée relative à la méthode de repérage des engins d'extraction afin de garantir le respect des prescriptions de l'arrêté du 16/02/2010.

L'exploitant a mis en place une procédure de déplacement de la drague et un registre de déplacement sur lequel sont consignés les dates de déplacement de la drague, les profondeurs avant et après positionnement de la drague et travaux d'extraction des matériaux, et les points de mesure (distances - points de positionnement mesurés à l'aide d'un télémètre) des quatre pôles de calage de la drague.

L'exploitant a déféré à la mise en demeure sur ce point.

Un rapport d'incident a été présenté à l'Inspection pour expliquer les surcreusements observés. Une étude de stabilité des berges a été réalisée par la société ANTEA en novembre 2021. Elle conclut que la stabilité des berges impactées par un surcreusement peut être jugée satisfaisante. L'exploitant procède au remblaiement nécessaire des zones concernées avec des stériles de l'exploitation.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

